



# LETTRE AUX ADHERENTS

Bulletin bimestriel du comité local

## Attac

## Pays d'Aix

Maison des Associations  
1 rue Emile TAVAN  
13100 Aix en Provence

N° 57  
novembre - décembre 2009

06 83 41 89 51  
aix@attac.org  
www.local.attac.org/13/aix

### Edito

C'était formidable, avec cette commémoration totalement invasive de la chute du mur de Berlin, les radios et télévisions réunies nous ont offert l'opportunité de nous croire dans le meilleur des mondes possible avec des chefs d'état vertueux émancipateurs des peuples. On en aurait presque oublié d'aller poster notre carte postale à Sarkozy pour défendre le service public de la poste ou évité le cercle de silence qui gâche l'ambiance.

Mais comme d'habitude la couche était trop épaisse car le monde que l'on nous a décrit comme étant le nôtre, le monde où nous avons la chance de vivre était vraiment un autre monde que celui où nous vivons. Un monde où l'on ne connaît ni chômage, ni précarité, ni état policier.

Sans évidemment avoir à regretter que l'on célèbre la chute du mur et du système répressif qu'il protégeait (et auquel s'opposait d'ailleurs des libertaires de tous horizons), le triomphalisme du système capitaliste qui s'est exprimé à cette occasion a eu quelque chose d'indécent à l'heure de la crise majeure de ce système,

Comme dans le film « Good bye Lénine » (où à l'Est un fils essayait de cacher la chute du mur à sa mère) on nous a repeint la réalité ! C'était comme si la crise financière, sociale et écologique avait magiquement disparu. Comme si, entre autres, les ex pays de l'Est, Lettonie, Hongrie, Roumanie n'étaient pas soumis à des mesures d'austérité drastiques par le FMI avec baisse des salaires, des retraites parfois même des allocations familiales suite à cette crise...

Pourtant, c'était inévitable, la réalité est parfois arrivée à surgir : ainsi dans le même temps à Ramallah des palestiniens escaladaient un autre mur de la honte de 730 km de long et de 8 m de haut, reconnu illégal par l'Europe, et dans lequel ces acrobates ont essayé de faire

une petite brèche. Il y a tout de même le journal du Dimanche qui en a parlé!

D'autres murs sont moins visibles ceux des directives européennes qui protègent l'Europe des migrants et qui les renvoient par charter dans des pays en guerre mais on a réussi à éviter ces images.

Puisqu'il est toujours permis de rêver on pourrait imaginer une autre célébration moins hypocrite de la chute du mur, où des citoyens de divers horizons engagés individuellement et collectivement dans une démarche d'émancipation formeraient d'énormes cercles de silence et manifesteraient leur volonté de faire respecter le droit de tous à la libre circulation et à l'exercice de la solidarité.

Cette solidarité nous allons devoir la **manifester massivement dans la rue à Aix le 12 décembre à l'Appel du Collectif aixois « Urgence climatique, Justice sociale ».**

Comme dans de nombreuses villes du monde nous dirons aux décideurs de la planète réunis à Copenhague qu'il est non seulement temps de réduire d'une manière efficace les émissions de gaz à effet de serre mais que l'heure du paiement de la dette écologique vis-à-vis des pays du sud (surtout les plus pauvres) a aussi sonné. Le 17 décembre nous alerterons encore les citoyens au cours de la réunion sur les réfugiés climatiques avec Jean-pierre Cavalié directement de retour de Copenhague.

Raymonde Lagune

## AGENDA déc-janv 2009

**Samedi 28 novembre 2009 à 15:00**  
**Rassemblement sur le Vieux Port à Marseille**  
**contre la privatisation de la Poste**

**Mardi 01 décembre 2009 à 19 : 30**  
**" La croissance fait-elle le Bonheur ?**  
**Quels indicateurs de richesse pour demain ?"**  
*Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au*  
*Jas de Bouffan - Aix en Provence.*

**Samedi 05 et dimanche 06 décembre 2009**  
**AG d'Attac France à Grenoble**

**Mardi 08 décembre 2009 à 20 : 00**  
**CA ouvert à tous les adhérents**  
*Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au*  
*Jas de Bouffan - Aix en Provence.*

**Jeudi 10 décembre 2009 à 19 : 00**  
**Echange sur l'économie avec Renaud Gallimard**  
*Maison de la vie associative, Le Ligourès, place*  
*Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en*  
*Provence.*

**Samedi 12 décembre 2009 à 15:00**  
**Grande manifestation festive à l'appel du collectif**  
**Pays d'Aix "Urgence climatique Justice Sociale"**  
*aux allées provençales à Aix en Provence*

**Jeudi 17 décembre 2009 à 19 : 00**  
**"Dette écologique, réfugiés climatiques"**  
**Avec Jean-Pierre Cavalié, de la CIMADE.**  
*Maison de la vie associative, Le Ligourès, place*  
*Romée de Villeneuve, à Encagnane - Aix en*  
*Provence*

**Mardi 05 janvier 2010 à 19:30**  
**Rencontre conviviale de début d'année avec**  
**projection d'un film**  
*Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au*  
*Jas de Bouffan - Aix en Provence.*

**Mardi 12 janvier 2010 à 20 : 00**  
**CA ouvert à tous les adhérents**  
*Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au*  
*Jas de Bouffan - Aix en Provence.*

**Jeudi 14 janvier 2010 à 19 : 00**  
**Echange sur l'économie avec Renaud Gallimard**  
*Maison de la vie associative, Le Ligourès, place*  
*Romée de Villeneuve, à Encagnane*

**Jeudi 21 janvier 2010 à 19 : 00**  
**Attac au Ligourès**  
**Les Nanotechnologies avec le film "Le silence**  
**des nanos" et la présence du réalisateur**  
*Maison de la vie associative, Le Ligourès, place*  
*Romée de Villeneuve, à Encagnane*

\*

### **Le Ca élargi du mardi 10 Novembre a débattu sur le compte rendu d'activité en vue de l'AG d'ATTAC France à Grenoble :**

L'ensemble des participants a approuvé sans réserve :

- la critique sans ambiguïté du capitalisme et l'analyse de la crise.
- l'objectif de l'émancipation humaine dans ses dimensions multiples : dominés/dominants, Nord/Sud, capital/travail, émancipation individuelle et collective.
- les positions et propositions concrètes face à l'urgence climatique
- la défense des droits sociaux, des biens communs, des services publics
- l'alter mondialisme comme seule forme d'opposition ayant émergée au niveau mondial, ayant permis de développer et populariser des luttes sur tous les continents.

Par contre sur d'autres points des opinions diverses se sont exprimées, en voici quelques exemples :

- il aurait été intéressant de souligner la soumission des Etats au FMI. Attac ne s'est pas prononcée sur l'adhésion de la Turquie à l'UE.
- les propositions d'actions semblent en les caricaturant un peu se limiter à « la démocratie plus les amaps »
- Le travail sur le rôle des banques, sur les services publics. Le paragraphe sur les circuits courts est extrêmement intéressant, c'est un lien qui est fait entre une réflexion politique plus large et les pratiques sociales différentes
- Les initiatives citoyennes comme les amaps constituent un réseau et des « coins » enfoncés dans le système dominant et peuvent être en lien avec des actions plus « politiques ».
- Constat d'une radicalisation et d'exaspération avec un certain pessimisme dans le texte, difficultés à faire de grandes mobilisations sociales. Il faut trouver des alternatives, des actions innovantes. D'autant plus que Les pouvoirs en place durcissent la répression et criminalisent les luttes, les actions syndicales.
- On s'améliore dans les propositions mais le vrai problème est notre positionnement sans débouché politique ; il y a cependant une capacité à réunir les gens : pas mal d'initiatives au niveau local.
- Résolution N° 5 : hostilité au nucléaire : sujet tabou dans Attac, tant qu'il n'y aura pas de vraie analyse dans l'association. Cette résolution a le mérite de faire débattre.

Ce débat a permis à chacun d'exprimer son point de vue et d'ouvrir pour tous de nouvelles pistes de réflexion et c'est tout à fait cela l'esprit d'Attac.

**Jacqueline Blanchot**

## LE RSA, ÇA SERT A ÇA !

par Gérard Régnier, représentant AC ! au CA d'Attac France

"Le RSA, ça sert à ça", c'est le leitmotiv de la propagande gouvernementale : un homme marié, père de 4 enfants, cariste payé au SMIC avoue ne pas « s'en sortir financièrement ». (*Diantre, est-ce possible ?!*). Solution miracle : le RSA. L'opération marketing de Martin Hirsch est largement diffusée pour l'entrée en vigueur du « Revenu de Solidarité Active » qui, à partir du 1er juin 2009 a remplacé le RMI (pour 1 200 000 personnes) et l'Allocation de Parent Isolé (pour 400 000 personnes). Avec les travailleurs pauvres, ce sont quelques 3,5 millions de personnes qui sont concernées.

### Le RSA "plancher" ou "socle", c'est le RMI en pire.

Les misérables minima sociaux ne sont pas augmentés (454 euros maximum pour une personne seule, 675 pour un couple) et le RSA risque d'entraîner la perte de l'exonération de taxe d'habitation, de la CMU et de la gratuité des transports. Discrimination illégale, en sont exclus, les moins de 25 ans et les immigrés en situation régulière, qui doivent justifier d'au moins 5 ans de travail. Le RMI était un DROIT à un revenu qui pouvait prendre en compte des questions de santé ou de logement. Le RSA oblige les anciens Rmistes et les femmes élevant seules leurs enfants à s'inscrire dans des parcours contraints de formations, souvent bidons, ou de miettes d'emploi précaires. En cas de refus de l'"Offre Raisonnée d'Emploi" ou d'absence à une convocation du contrôle renforcé, (deux rendez-vous individuels ou collectifs hebdomadaires, à minima, sont prévus), c'est la radiation et plus aucun revenu ! *La charité, d'accord, mais seulement pour les bons pauvres ! - « Le RSA, ça sert à ça ! »*

**Le "RSA plafond", trappe à précarité :** Présenté comme une incitation à reprendre un emploi, il est attribué aux travailleurs pauvres, dont le revenu est au maximum de 1,05 SMIC pour une personne seule et de 1,8 SMIC pour un couple avec deux enfants. 38% des revenus professionnels sont alors déduits de la prestation. *Exemple :* avec un  $\frac{3}{4}$  temps, soit 771 €/mois, ce RSA s'élèvera donc à 400,07- (38% de 771 €) soit 101 € pour le revenu total fabuleux de  $101 + 771 = 872$  €. Mais le RSA se substitue aux mesures qui existaient déjà : ("Prime Pour l'Emploi", cumul pendant 3 mois du RMI avec le revenu d'une reprise d'emploi, ...). Pour une catégorie des travailleurs pauvres (environ 1/5eme

n'avaient pas droit à la PPE), le RSA pourrait cependant représenter un avantage en terme de revenus. Enfin, ... pas de quoi sortir de la pauvreté monétaire quand même !

Avec le RSA, les "assistés" auront donc droit à une carotte de **1,5 milliard** d'€, pour les inciter à ramasser des miettes de boulots précaires. Grâce au bouclier fiscal, cette nouvelle «prime pour l'emploi», ne sera pas financée par les plus grosses fortunes. Mais les travailleurs pauvres n'auront plus droit à l'ancienne "Prime Pour l'Emploi", d'un montant de **4,5 milliards** d'€ (en 2006). Pour les entreprises, en revanche, "l'activation des dépenses passives" est une manne d'une autre échelle : **65 milliards d'€** d'aides publiques dont, pour 2008, **32 milliards d'€** rien qu'en allègements de "charges" ou exonérations de cotisations. Qui sont les assistés ?

"Socle" ou "plafond", le RSA soumet son "bénéficiaire" à une déclaration détaillée qui passe au crible sa situation et qui alimente un énorme fichier. A renouveler tous les trois mois, elle est bien plus poussée que la traditionnelle déclaration d'impôt. Le document de 6 pages, non seulement, fait montre d'un **contrôle social hautement intensifié**, mais il scrute au plus près la solidarité familiale, associative voire amicale. N'y aurait-il pas quelques économies sur un livret d'épargne ? L'examen du "train de vie des Rmistes" est étendu à l'API et à tous les travailleurs pauvres. C'est un rapprochement avec le système Hartz IV allemand : tout chômeur recevant sur son compte bancaire un cadeau ou une aide de sa famille se voit suspendre son allocation à hauteur du montant perçu. **«Le RSA, ça sert à ça» !** Vanté comme la panacée de la «lutte contre la pauvreté et les inégalités», **le RSA remet en question le SMIC**, ce "frein à l'emploi", qui ne serait pas «un moyen efficace pour [les] réduire», selon le rapport Cahuc, Cette et Zylbenberg. Dans le cadre de la «réforme» prochaine du SMIC, souhaitée par Sarkozy et dont on a tout à craindre, les opposants au SMIC, souhaitent «s'appuyer sur des mesures fiscales et des prestations sociales ciblées, plutôt que sur un salaire minimum élevé et uniforme». (Les smicards apprécieront le qualificatif "élevé" de leur salaire) En clair : Il s'agit bien de transférer encore plus une partie de la rémunération salariale des entreprises... vers la collectivité. **«Le RSA, ça sert à ça» !**

**Droit du Travail.** L'obligation d'inscription à Pôle Emploi, le chantage à la misère, les radiations vont permettre d'imposer tous les contrats précaires et bidons que le service de l'emploi possède dans ses tiroirs. A Marseille, le RSA sert déjà à se débarrasser du CDI : pour le nettoyage de ses foyers, Adoma (ex-Sonacotra) a livré le marché à des régies de quartier chargées de l'insertion. Résultat : des salaires deux fois moindres, et 40 salariés spécialisés dans le nettoyage, en CDI depuis de nombreuses années, se retrouvent « mutants » du droit social, ni salariés ni chômeurs, sans droits reconnus. « *Le RSA, ça sert à ça* » !

Huit millions de personnes vivaient déjà sous le seuil de pauvreté, en France, en 2006 (INSEE) soit 13,2 % de la population avec moins de 880 euros par mois. L'explosion du chômage aggrave encore cette situation et le RSA ne fait qu'institutionnaliser la précarité. Pourtant, la misère et la pauvreté ne sont pas des fatalités. Avec les Associations de chômeurs et précaires, Attac revendique le droit fondamental, pour tous et toutes, avec ou sans emploi, à un **revenu garanti** permettant de vivre dignement, en mettant le développement humain au cœur de l'économie.

## CONTINUER LA LUTTE POUR QUE LA POSTE RESTE UN SERVICE PUBLIC

**La votation organisée début octobre a été un grand succès** : 2,3 millions de votants en France, 125800 dans les Bouches du Rhône, 7900 à Aix et les villages autour, votation qui s'est exprimée à plus de 90% contre la privatisation de la poste. C'est deux fois plus que ce qui était attendu. Ce résultat a été obtenu grâce à la mobilisation des postiers et au travail fourni par les Comités Contre la Privatisation de la poste, notamment celui d'Aix qui regroupe 35 associations, partis politiques, syndicats et qui depuis un an se réunit régulièrement, organise l'information et l'action par la signature de pétitions, tracts, conférences de presse, débats, etc .

Malgré cela et faisant peu de cas de l'attachement de la majorité des citoyens aux services publics et peu de cas du résultat de la votation citoyenne, **le gouvernement et la majorité persistent dans leur volonté de casser le service public de la poste en voulant le transformer en société anonyme.** Le 4 novembre, le sénat a rejeté la motion référendaire proposant de soumettre au référendum le texte de loi sur la poste. Pendant ce temps, les réductions d'effectifs et de moyens continuent dans les bureaux de poste.

**Seule la poursuite de l'action permettra de faire reculer le gouvernement.** Le meeting du 4 novembre

aux Docks des Suds à Marseille a permis de faire le point et de relancer l'action. **Le comité national propose deux actions: Signature d'une carte pétition** envoyée au Président de la République et réclamant le respect du résultat de la votation, le retrait du projet de transformer la poste en société anonyme, l'ouverture d'un débat public sur l'avenir du service public postal ainsi qu'un référendum sur l'avenir de la poste et **une manifestation nationale décentralisée le samedi 28 novembre.**

**Le comité local d'Aix organise plusieurs signatures sur des lieux publics :**

Le vendredi 13 novembre à 9h au marché d'Encagnane

Le samedi 14 novembre

- à 9h au marché du Jas de Bouffan

- à 10h Allées Provençales et place de la Mairie

Le samedi 21 novembre à 10h Allées Provençales (près de la Rotonde à Aix) ainsi qu'à Jouques

### **Manifestation au Vieux Port à Marseille**

**samedi 28 novembre 2009 à 15 heures**

Départ en bus 13h45 à la Rotonde et 14h à la piscine du Jas de Bouffan (réservation au 06 09 12 47 66)

**Joël Héaulme**

### CONTACTS

**Préparation des réunions publiques** (Jas et Ligourès) : M et J Fourny 04 42 21 65 45

**Stand marché Richelme** samedi à partir de 10h00 : Gérard Amy  
gerard.amy@univ-provence.fr

**Stand marché Bois de l'Aune (Jas)** samedi à partir de 10h30: J. et M Fourny 04 42 21 65 45

**Tractage, affichage :**

Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

**Responsable fichier adhérents :**

Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

**Contact presse :** Bernard Lagune 04 42 21 16 68

**Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard :** en collaboration avec l'Université populaire, 2ème jeudi du mois à 19h00, au Ligourès, Place Romée de Villeneuve, Aix  
contact : Madeleine Liotier au 04 42 27 33 49

**Groupe de Travail Dette :** réunion les 1er lundi

du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune 04 42 96 66 46



**URGENCE CLIMATIQUE ET JUSTICE SOCIALE : VENEZ MANIFESTER A AIX LE 12 DECEMBRE**

Du 7 au 18 décembre prochains, la Conférence de la CCNUCC (Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques), se tiendra à Copenhague. Elle doit déterminer les objectifs et les solutions à mettre en œuvre à l'échelle internationale pour faire suite au protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012.

**Le samedi 12 décembre**, à mi parcours des pourparlers, une **manifestation internationale est organisée à Copenhague** pour amener aux négociateurs, la démonstration visible et bruyante que le monde veut agir.

*Le 12 décembre est conçu comme une **Journée d'Action Globale sur le climat** avec des événements organisés partout dans le monde. Un collectif d'organisations (associations et partis politiques) appelle à une **grande manifestation festive à 15h à Aix à la Rotonde (Allées provençales)***

**Les bases de l'appel à la manifestation de Copenhague sont les suivantes :**

*« Nous exigeons que les dirigeants du monde prennent résolument les mesures urgentes nécessaires pour prévenir la déstabilisation catastrophique du climat global de sorte que le monde entier puisse s'engager aussi rapidement que possible dans un traité de réduction radicale des émissions qui soit en même temps équitable et efficace à réduire le changement climatique.*

*Nous demandons que les pays industrialisés de longue date qui ont émis la majorité des gaz à effet de serre présentement dans l'atmosphère prennent la responsabilité de la correction du changement climatique en réduisant immédiatement leurs propres émissions et aussi bien en investissant dans une révolution en énergie propre dans le monde en développement. Les pays développés doivent prendre leur part équitable de responsabilité en payant les mesures d'adaptation qui devront être prises par les pays faibles émetteurs avec des ressources économiques limitées.*

*Les changements climatiques vont frapper les pauvres en premier et le plus fort. Tous ceux qui ont les moyens économiques d'agir, doivent donc le faire d'urgence et de façon conséquente. »*

Attac a fait de l'urgence climatique et de la justice climatique une de ses priorités de campagne et d'éducation populaire. La crise climatique, bien plus qu'une crise environnementale est une crise de la domination de l'économie sur l'ensemble de la vie sociale et politique dont le néolibéralisme a fait un projet politique. La crise sociale et la crise environnementale ne sont pas les conséquences d'une crise économique qui aurait sa propre logique interne, coupée de la société et de son environnement. Elles sont les composantes de la crise globale d'un modèle de société ayant fait de la lutte pour le profit et la rentabilité immédiate, l'essence des sociétés.

Les décisions de Copenhague devront immédiatement faire face aux enjeux, en rompant avec la logique productiviste, et se fonder sur les principes de justice sociale et de solidarité avec les pays les plus touchés par le changement climatique et sur la reconnaissance de la responsabilité historique des pays industrialisés. La position d'Attac (et des Amis de la Terre) se décline en ce sens selon trois axes essentiels :

1. **Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés doivent être d'au moins 40 % entre 1990 et 2020 et de 90 % d'ici 2050.** Ces objectifs sont conformes aux recommandations du GIEC et beaucoup plus ambitieux que ceux qu'envisage aujourd'hui l'Union européenne (20 % de réduction d'ici 2020 par rapport à 1990).
2. **Chaque pays doit atteindre ces objectifs sur son propre territoire.** Cela implique l'abandon des mécanismes de flexibilité MOC et MDP, notamment les projets visant à inclure dans le marché des crédits, la lutte contre la déforestation et le captage du carbone.
3. Un véritable accord international et l'engagement des pays du Sud ne seront possibles qu'avec la **reconnaissance de la dette écologique des pays du Nord** et la mise en place d'un **système de financement public pour la lutte contre le changement climatique.** Les fonds, gérés dans le cadre de l'ONU, doivent permettre la mise en œuvre et le suivi de programmes de récréation de systèmes locaux de production, socialement justes et adaptés aux contraintes écologiques des milieux.

Les résultats de cette conférence sont aujourd'hui incertains avec notamment la valse hésitation des États-Unis et l'entrée en lice de la Chine. Mais, de même qu'il a transformé le « NON » au TCE en « OUI » à son frère jumeau le traité de Lisbonne, qu'il a éradiqué en quelques phrases les paradis fiscaux, Nicolas Sarkozy ne saurait manquer une nouvelle fois de sauver la planète et d'en faire baisser la température. **Bernard Lagune**

**N'oubliez pas de renouveler votre adhésion pour soutenir nos actions**